

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19184 - 74ÈME ANNÉE

## PCR : répondre aux revendications sociales et conférence territoriale élargie aux forces vives sous le regard des Réunionnais



Ary Yée Tchong Chi Kan et Maurice Gironcel.

Ce 10 décembre, le Parti communiste réunionnais a rappelé sa position quelques heures avant l'intervention du président de la République sur le mouvement des gilets jaunes. Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, et Ary Yée Chong Tchi Kan, secrétaire aux Affaires internationales, ont présenté une analyse de la situation et les propositions de leur parti : soutien à la revendication des syndicats d'une hausse de 300 euros du SMIC, des bas salaires, des petites retraites et des minima sociaux d'une part, et d'autre part l'organisation d'une conférence territoriale élargie à toutes les forces vives dans laquelle les gilets jaunes ont leur place. Cette conférence devra débattre sous le regard des Réunionnais, avec une diffusion en direct.

Pour le PCR, le président Macron a compris qu'il ne pouvait pas se passer de recevoir et d'entendre les syndicats et associations d'élus. Cela fait en effet trois semaines qu'un puissant mouvement social secoue la France et La Réunion, rappelle Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR. La question des prix des carburants s'est élargie à d'autres revendications. Le gouvernement n'a pas pris l'ampleur des problèmes posés, le pouvoir n'a pris pour le moment aucune décision capable d'apaiser la colère et de donner des perspectives à la population, souligne le PCR.

« Le pire est à craindre », l'économie est sérieusement mise à mal, ajoute Maurice Gironcel. Un week-

end supplémentaire (acte 5 des Gilets jaunes) pourrait porter un coup sévère. Des pans entiers de l'économie sont menacés. Des TPE risquent de ne pas se relever.

### Répondre aux revendications sociales

Le président de la République doit s'exprimer ce lundi, tant mieux, « il n'est pas trop tard pour bien faire ». Pour le PCR, il ne va apaiser le mécontentement qu'à deux conditions :

- répondre de manière urgente et concrète aux revendications sociales : augmentation du SMIC, des petites retraites, des bas revenus et des minima sociaux.

Maurice Gironcel rappelle qu'à La Réunion, les syndicats demandent 300 euros de plus, nous soutenons cette revendication. Il y a plusieurs façons d'accompagner les entreprises. Mais pas comme le CICE, c'était 40 milliards sans contrepartie qui ont profité aux grandes entreprises.

- créer les conditions d'un large débat démocratique dans le peuple.

Pour le PCR, le cadre idéal est la réunion de la Conférence territoriale élargie à toutes les forces vives du pays, élus, syndicats, associations, mouvement des gilets jaunes. Cette proposition du PCR date d'il y a trois ans, lors de l'adoption de la Loi NOTRe.

### « Au bout d'un système »

« Nous sommes arrivés au bout d'un système », précise Maurice Gironcel. Cette position du PCR avait été rappelée lors de la sortie du Livre Bleu issu des Assises des Outre-mer. Le PCR avait remis le 27 octobre à la ministre des Outre-mer un document contenant cette proposition.

« D'autres personnalités pas uniquement politiques ou syndicales se sont exprimées sur cette conférence territoriale élargie : Mgr Aubry, Dominique Rivière (Conseiller économique et social), tribune libre de Gilles Gauvin, Philippe Vitale et David Bialecky. Et de rappeler que selon les auteurs de cette tribune libre, « cette

Conférence territoriale aura la responsabilité de favoriser la définition de ce projet global, mais devra aussi accompagner le processus de la conduite du changement qui lui sera intimement lié, pour que le Réunionnais soit le véritable et principal acteur du développement de son territoire à son premier profit.

### « Sous le regard des Réunionnais »

« Notre position n'est pas de circonstance, elle part d'une analyse », précise Maurice Gironcel, « personne n'a la science infuse, tous ensemble nous trouverons des réponses aux défis qui nous

sont posés ».

Ary Yée Chong Tchi Kan rappelle les précédents : « on a connu les États généraux de l'outre-mer, le débat sur l'égalité réelle, les Assises de l'outre-mer. »

« Cette conférence territoriale doit se passer sous le regard des Réunionnais, que les débats soient retransmis en direct. Cela sera co-construit. Il faudra que cela soit assumé ». « Ce débat sera une aide précieuse pour les gilets jaunes », poursuit Ary Yée Chong Tchi Kan.

« Les décisions qui seront prises dans cette instance seront légitimes, car la structure existe déjà. Elle sera adaptée à La Réunion », conclut le PCR.

M.M.

## Premières réponses du président de la République au mouvement déclenché par les gilets jaunes

# Emmanuel Macron : 100 euros de plus pour le SMIC et maintien de sa politique

**Plus de trois semaines après le début du mouvement social déclenché par les gilets jaunes, le président de la République a pris la parole à ce sujet et annoncé plusieurs mesures : hausse du SMIC de 100 euros, suppression de la hausse de la CSG pour les retraites en dessous de 2000 euros par mois, défiscalisation des heures supplémentaires. Toutes ces mesures seront financées par le contribuable alors que les cadeaux fiscaux faits aux plus riches ne sont pas supprimés. Il a également exclu changer de politique. La remise en cause des retraites, des droits des chômeurs sont toujours au programme.**

**E**mmanuel Macron a pris pour la première fois la parole depuis le début du mouvement social déclenché par

les gilets jaunes. Ces annonces ont porté sur la réponse aux revendications sociales, et l'annonce d'un débat national.

Le président de la République a annoncé une hausse du SMIC de 100 euros à partir de l'année prochaine sans que cela coûte aux entreprises.

Emmanuel Macron a remis en vigueur une mesure de Nicolas Sarkozy : la défiscalisation des heures supplémentaires. Il a aussi proposé la prise en charge par l'État des cotisations sociales et fiscales de la prime exceptionnelle de fin d'année que des patrons pourraient verser à leurs salariés en 2018.

Le chef de l'État est revenu sur l'augmentation de la CSG subie par les retraités. Elle ne s'appliquera pas pour les personnes qui ont une pension inférieure à 2000 euros par mois.

Sur les autres sujets, Emmanuel

Macron a montré qu'il ne veut pas changer de politique. Le plan de suppression de 120000 postes de fonctionnaires est donc maintenu, et aucune augmentation n'est prévue pour les agents de l'État. Emmanuel Macron refuse de remettre en place l'impôt sur les grandes fortunes. Il maintient le cap pour la remise en cause des retraites et des droits des chômeurs.

Il est à noter que les hausses de salaires annoncées ne coûteront rien aux entreprises. L'augmentation de 100 euros de la prime d'activité, les cotisations sociales et fiscales liées aux heures supplémentaires et à la prime de fin d'année seront donc prises en charge par l'État. Aucune nouvelle recette fiscale n'a été présentée. Les cadeaux fiscaux pour les plus riches sont maintenus.

M.M.

## Edito

# Macron a ravivé les rancœurs

**H**ier, c'était le 70e anniversaire de la Déclaration des Droits des Humains et du Citoyen adopté par une assemblée des Nations Unies le 10 décembre 1948, à Paris. C'est le moment choisi par Macron pour prononcer son discours sur les événements qui ont secoué la France et son économie. Il ne pouvait ignorer que l'ONU en avait fait le point final d'une année de commémoration lancée en 2017. Pour une date aussi symbolique, nous nous sommes posé la question de savoir "s'il sera à la hauteur de l'histoire".

Eh, bien ! C'est NON ! Il s'est tapé un pensum de 12 minutes.

Il aurait pu prendre de la hauteur et délivrer une analyse qui puisse comprendre les événements à l'aune d'une crise qui dure depuis 40 ans, selon lui. Il a préféré jouer sur l'émotion qu'il aurait pu tirer d'un acte de contrition sur les blessures occasionnées par ses propos ou ses actions. Sauf que le peuple attendait la fin de la politique "tout pour les riches, les miettes pour nous".

Tout le monde a compris qu'il a un pacte secret avec les agents du Cac 40 et des Banquiers. C'est un discours qui va raviver les rancœurs.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction  
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)  
SITE web : [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)  
Administration  
TÉL. : 0262 55 21 21  
Publicité : [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)  
CPPAP : 0916Y92433



## Pour une mesure de justice sociale

# Lettre ouverte au Maire du Port : Baissez la taxe foncière !

**« La hausse de 16 % du taux de la taxe foncière est une mesure injuste, qui vient peser sur le budget déjà fragile des familles, comme nous le montrent les échanges et les rencontres que nous avons avec elles », indiquent Firose Gador et Sabine Letoullec, conseillères municipales communistes.**

**A**u moment où la population, à travers le mouvement des gilets jaunes, revendique de meilleures conditions de vie, notamment en lien avec la vie chère, certaines décisions de collectivités doivent être en cohérence avec les besoins et demandes de cette population.

Car tout le monde s'accorde sur un point : « La vie est trop chère à La Réunion ».

Dans ce contexte, l'augmentation de différentes taxes, aussi bien au niveau national qu'au niveau local, a laissé un mauvais goût pour les Français et particulièrement pour les Réunionnais. La dégradation des conditions de vie de la population a engendré une grande colère qui a contraint le gouvernement à reculer avec la remise en cause des augmentations prévues.

A l'échelon local, arrêtons-nous

sur la forte augmentation de la taxe foncière sur la Commune du Port. Depuis 2014 la gestion municipale va à l'encontre des intérêts de la population, comme le prouve cette augmentation.

Le Maire de la commune persiste à dire que ce sont les entreprises qui sont en majorité impactées et non pas les familles portoises, qui auraient été épargnées. Pour lui l'augmentation de la taxe foncière serait même « une mesure de justice sociale »!

Nous nous inscrivons en faux contre cette affirmation. La hausse de 16 % du taux de la taxe foncière est une mesure injuste, qui vient peser sur le budget déjà fragile des familles, comme nous le montrent les échanges et les rencontres que nous avons avec elles. Deux chiffres à titre d'exemples pour rendre l'augmentation plus concrète : 65 € pour une famille propriétaire de LTS (logement très social), ou 100 € pour une famille propriétaire d'un duplex dans la Zup. Nous pouvons estimer que plusieurs milliers de familles sont frappées par cette augmentation.

Dans cette situation de crise sociale que connaît La Réunion, la population portoise est grandement concernée. Un grand mouve-

ment populaire revendique une hausse du pouvoir d'achat, un meilleur contrôle sur les prix, un allègement de la pression fiscale. L'heure est bien mal venue pour que le maire du Port se singularise en faisant de notre commune la seule commune où la taxe foncière est augmentée. Et lourdement en plus.

Aussi nous demandons au Maire de revenir sur cette décision inique d'augmentation de la taxe foncière. Cette démarche rejoindrait celle que la Région a dû accepter sous la pression populaire avec le gel de certaines taxes. Pour notre part, nous ne demandons pas seulement le gel mais la révision de la taxe foncière qui doit être ramenée à son taux de 2017... Trop de familles ont dit ces dernières semaines « Arrêt taxe a nou ».

**Firose Gador  
et Sabine Letoullec  
Conseillères municipales de  
l'opposition/Groupe PCR**

## In kozman pou la rout

### «For avèk bann fèb, fèb avèk bann for»

Sak la pa, in zour solman, sikonm tantasyon-la, I lèw son doi. Apré li sava konfèss. Pou kosa mi di sa ? Pars souvan défoi, sa in défo d'moun dann nout sosyété. Mi di pa néna poin désèrtin i mète azot la plipar d'tan a koté bann fèb mé lé rar. Bien fé, bien abiyé, bien friké la pèrsone i bénéfisyé in lopinyon favorab. Tort, kontrofé, an langouti la pèrsone i soufèr konm i di in défisit limaz. Mi égzazèr d'aprè zot ? Mi pran mon ka pou in zénéralité ? Pétète é sé tanmyé mé mi koné tro défo mon bann konpatriyot-la myène pou komansé, é sète lo moun mi koné - pou pa port antansyon kozman moin la mark an-o la. Alé ! Mi invite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé !

Nb" Sak la pa fé péshé, li anvoye lo promyé kou d'galé"-in sèrtin Zézikri la di sa dann lo parabol lo fanm adiltèr.-si mi fé pa in l'érèr.

## Présentation d'une synthèse de propositions pour La Réunion

# Plate-forme «les-gilets-jaunes.re» : 2 028 contributions et 53 177 votes en 2 semaines

Dans un communiqué diffusé hier, la plate-forme «les-gilets-jaunes.re» a rendu public la synthèse des propositions élaborées à partir de plus de 2000 contributions recueillies depuis le 27 novembre. Voici son communiqué :

«Lancée le 27 novembre 2018, la plateforme de démocratie ouverte à La Réunion «les-gilets-jaunes.re» a réussi à fédérer en une semaine plus de 5 000 inscrits sur son site. Dans ce délai, la parole donnée à la population a porté ses fruits : 2 028 contributions et 53 177 votes y ont été recensés. Après 3 jours d'analyse des données, une synthèse globale et thématique des propositions a été réalisée.

### Synthèse des propositions

A l'issue de la phase de collecte des revendications et de vote, la plateforme avait recensé 2028 propositions. Le travail d'analyse a consisté à regrouper les revendications similaires et à fiabiliser le classement dans les différentes catégories. Les 2028 contributions ont été regroupées en 643 revendications uniques et réparties en 14 catégories. Le top 10 des propositions prioritaires selon les «Gilets Jaunes» inscrits sur notre plateforme :

1. Diminuer la rémunération des élus et leurs frais de fonctionnement
2. Aligner les tarifs des produits de première nécessité sur la métropole (alimentaire, transport, santé, etc.)
3. Développer les réseaux de transport en commun, écologiques de préférence

4. Revoir les modalités d'application de l'octroi de mer pour diminuer le coût des produits importés tout en favorisant la production locale

5. Développer une agriculture saine (bio) et diversifiée

6. Supprimer ou diminuer les salaires et avantages accordés aux anciens élus

7. Rendre obligatoire le casier judiciaire vierge pour tous les candidats à une élection

8. Réinstaurer l'Impôt sur la Fortune (ISF)

9. Instaurer le référendum d'ini-

tiative citoyenne

10. Assainir les finances publiques et les rendre plus transparentes

Les détails de la synthèse, les données brutes récoltées ainsi que la méthodologie appliquée pour réaliser cette synthèse sont disponibles en ligne accès sur notre site pour que chacun puisse vérifier la conformité et la cohérence de nos résultats : <https://les-gilets-jaunes.re/blog/synthese-des-revendications>.

## Rassemblement vendredi à 10 heures devant le siège du MEDEF

# Appel à la grève de la CGTR

La CGTR a adressé hier un courrier au préfet l'informant d'un préavis de grève pour vendredi 14 décembre. Un rassemblement est prévu devant le siège du MEDEF à La Réunion, à Sainte-Marie.

La CGTR appelle à la grève le vendredi 14 décembre 2018 devant le MEDEF, Zone de la Mare à Sainte-Marie à partir de 10 heures. Pour faire valoir les revendications suivantes :

- Un SMIC à 1800 euros ;
- Une augmentation immédiate de 300 euros pour tous les salaires, les minimas sociaux, les retraites, les pensions et indexation automatique sur l'inflation ;
- Application des Conventions Collectives Nationales à La Réunion ;
- Un vrai service public pour tous ;
- Pour une fiscalité socialement juste et efficace ;
- Rétablissement de l'ISF ;
- Cellule de crise pour les travailleurs.

# Oté

## Moin la fé in rèv éstra, moin téi konète lir ! !

Mésyé, Médam, la sosyété, zot i koné kosa i lé in rèv, kisoï in mové rèv, kisoï in bon rèv. In rèv ou i fé sa kan ou i dor. Antansyon lo rèv révèyé ! Dé foi ou ansouvien pi, défoi ou i ansouvien bien. Par shans, souvan dé foi, mi rapèl bann rèv moin la fé. Pa tout biensir, mé désèrtin kant mèm..

Moin la rèv moin téi konète lir. Pars figir azot néna plis san vin mil pèrsone an az lir i koné pa lir pou vréman, é moin osi pou mon par moin lé an parmi sak i koné pa lir. Zot i koné kan ou lé né sou in mové zétoil tout kalité kanikrosh i ariv pou ou. Promyé pou pèrd travaye ! Promyé pou an avoir bann z'annuiman avèk l'administrasyon ! Promyé pou ète méprizé dann la sosyété ! Promyé pou soufèr bann trikmardaz la vi.

Mi koné pa si zot i koné mé mi di azot in moun i koné pa lir i soufèr bonpé dann nout sosyété bazé dsi sak lé ékri, alor forcé si ou i koné pa lir ou lé konm andikapé d' la vi... Afors ou néna lo stress pou in n'afèr konmsa, dé foi sa i zigil aou ziska dann out somèye. Sé konmsa k'in zour moin la rèv moin té i koné lir.

Sa la trap amoin in zour, plito in nuite, mi rapèl moin la lové épi moin la marsh partou dann la kaz. La lanp do sèl téi sifi pou fé in klarté dan la kaz. Mi jur moin la vi mon kaz konm moin l'avé zamé vi é anplis moin té i pé lir lo bann zour dsi kalandriyé, lo bann laktyalite dsi bann paz katalog kolé dsi lo kloizon avèk bann védète, bann moun la ote, épi ankòr bann gèr d'isi d'laba dsi la tèr. Moin té kontan oir épi lir tousala. Mèm lo karné d'boutik moin té kontan oir sak lété marké dsi-solman lété in pé shèr lo bann komisyon.

Mé sak moin té i rèv dopi lontan l'arivé : moin la gingn lir dann karné d'note mon pti fiy sak la mètrèss téi pans d'èl. A ! Mon pti fiy, fransh vérité, sa mèm mon bondyé é anplis èl i travaye bien konm k'i fo. La mètrèss néna arienk konpliman pou èl : Bien ! Trébien ! Tro bien ! Gayar travaye ! Bone volonté. Dann mon kèr moin té i di si èl i kontinyé konmsa èl sar infirmyèz, pétète doktèz. Kan ou i pé fé l'inn, ou i pé fé l'ot !

Mé ala toudinkou révèye i sone. L'èr pou lévé l'arivé. Mi rouv mon zyé é promyé nafèr mi pans, si mi konète ankòr lir. Non ! Mi koné pi ! Mi koné pi lir ditou. Mon rèv lé déyèr moin : Pi d'lékritir dsi kalandriyé ! Pi d' komisyon dsi karné la boutik ! Mèm lo non bann védète dsi paz katalog mi gingn pi déshifré. Parèye pou la gèr. Tanka lo karné d'zélèv inposib amoin oir in n'afèr si lé bon sansa si la pa bon bon. Mon rèv lété parti avèk mon kapasité lir pou konprann in n'afèr. Fini ! tèrminé tousa... ziska pétète in proshène foi, in proshin rèv. Sak la fé in foi, i pé rob isé non ?

*Justin*